

Dans son budget 2019, Jean-Michel Blanquer s'attaque doucement au mammoth

Il n'y a pas que les profs qui manifestaient hier contre le budget pour 2019 de l'Education nationale qui est discuté aujourd'hui en session plénière à l'Assemblée nationale.

Les agents administratifs aussi, soit 22% des effectifs. Eux aussi sont soumis au serrage de vis budgétaire. A tous les étages. Inspecteurs, rectorats, opérateurs... Le mammoth bouge encore.

C'est tout un symbole. A la rentrée 2019, les trois inspections générales de l'Education nationale (Igen), de l'Enseignement supérieur (IGAENR) et de la Jeunesse (IGJS) auront fusionné. Quelque 300 hauts fonctionnaires, qui travaillaient déjà souvent ensemble, partageaient déjà les mêmes locaux, mais se regardaient en chien de faïence, vont donc devoir s'entendre pour cesser de se marcher sur les pieds. Un serpent de mer, vieux de 20 ans, du temps où Claude Allègre voulait " dégraisser le mammoth ". Jamais Jean-Michel Blanquer n'emploiera un tel lexique. Son ambition n'en est pas moins la même: faire bouger le ministère de l'Education nationale, son administration en tête, pour en faire un corps agile et efficace. Malgré les dénégations de sa secrétaire générale, Marie-Anne Lévêque: "On n'est pas du tout le mammoth que l'on dit. On a même le meilleur ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines, avec six gestionnaires pour 1000 agents. Au niveau central, nous sommes très légers aussi, avec 3000 personnes, contre 5 000 à Bercy ou 4 200 à l'Ecologie!" Mais les témoignages s'accumulent sur ce milieu inextricable qui vaut au secrétaire national du premier syndicat de chefs d'établissement (SNDPEN), Philippe Vincent, les yeux ébahis de ses visiteurs étrangers: "Ils se croient en RDA avant la chute du mur." Un nouveau livre, La Vérité sur votre école, de Jérôme Logre, professeur à la retraite, en rajoute: "La taille du monstre est telle qu'aucune autre organisation humaine, sauf peut-être l'armée chinoise, ne lui arrive à la cheville. Sur le gros million de fonctionnaires qu'il emploie, plus de 200.000 personnes ne sont pas devant les élèves, mais dans les administrations centrales ou décentralisées. Ces troupes constituent le vrai gras du mammoth. " Et la comparaison internationale ne dit pas autre chose (voir graphique): " Avec un taux d'administration de 22%, inchangé depuis 10 ans, la France détient le record en Europe de poids du personnel non enseignant", souligne l'expert à l'OCDE Eric Charbonnier. C'est 14% en moyenne dans l'Union européenne (à 22). 22% des effectifs de l'Education nationale n'enseignent pas C'est donc devenu une priorité du ministère, poussée par Matignon dans le cadre de l'Atelier Action Publique 2022 (CAP22): "Réorganiser l'administration territoriale et centrale. " Jean-Michel Blanquer l'a traduit en chiffres: 200 postes administratifs en moins cette année, et encore 400 en 2019 pour participer à l'objectif global de 1 800 suppressions nettes. " Essentiellement du non remplacement de départs à la retraite et non renouvellement de contractuels ", précise le ministère. " On est encore dans l'épaisseur du trait. Mais ça intervient après une inexorable baisse. Depuis 2006, on a perdu plus de 5 000 administratifs", décrit Jean-Marc Bœuf, du syndicat UN-

SA. Or selon la Cour des comptes, entre 2011 et 2015 tous les effectifs de l'Etat dans les territoires ont baissé (-11%), sauf dans les rectorats (+2,5%)! Une anomalie doublée d'une incohérence: pour suivre le mouvement de fusion des régions, le décret du 10 décembre 2015 a créé un échelon de "super recteur". Mais au lieu de remplacer les recteurs d'académie, il est venu s'ajouter, sans pour autant détenir ni autorité hiérarchique, ni budget spécifique. Un pur doublon, créateur d'immobilisme ou de jalousie. L'exemple normand Le premier chantier de Blanquer était donc tout trouvé: fusionner les rectorats. Ils sont 30 recteurs aujourd'hui. Ils ne seront plus que 13 en 2021. L'expérimentation a été lancée en Normandie dès 2017. Le recteur "fusionné", Denis Roland est très excité par la tâche. "On veut donner à voir une Education nationale qui sait se moderniser, sans jamais désespérer les territoires." Résultat, il arpente son double rectorat toute la semaine: "Quand la décision de fusionner tous les rectorats a été arrêtée cet été, j'ai réuni l'ensemble des 1 300 cadres pour leur expliquer la méthode que nous allons suivre. A Deauville !" Bien décidé à ne pas faire de jaloux, il compte ses jours passés chez les uns et les autres. S'il a fermé sa résidence de Rouen, il se veut rassurant: " Il n'y aura aucune mobilité géographique forcée. Et je veillerai précisément à ce que nos services soient répartis équitablement dans les territoires." Autant dire que le projet est ultra-sensible. On y va donc avec des pincettes. Il a reçu du ministère l'aide du cabinet de conseil Eurogroup. Et le renfort d'un inspecteur de l'administration détaché à 100%, pour anticiper les difficultés. " Evidemment, il y a des inquiétudes. Mais, jure-t-il, il n'y a aucun objectif chiffré de restriction de moyen." Fin publicité dans s Play Video Play Mute Current Time 0:00 / Duration Time 0:00 Loaded: 0% Progress: 0% Stream Type LIVE Remaining Time -0:00 Playback Rate 1 Chapters Chapters Subtitles subtitles off Captions captions off Fullscreen Foreground --- White Black Red Green Blue Yellow Magenta Cyan --- Opaque Semi-Transparent Background --- White Black Red Green Blue Yellow Magenta Cyan --- Opaque Semi-Transparent Transparent Window --- White Black Red Green Blue Yellow Magenta Cyan --- Opaque Semi-Transparent Transparent Font Size 50% 75% 100% 125% 150% 175% 200% 300% 400% Text Edge Style None Raised Depressed Uniform Dropshadow Font Family Default Monospace Serif Proportional Serif Monospace Sans-Serif Proportional Sans-Serif Casual Script Small Caps Defaults Done Rationalisation tous azimuts Ce que répète aussi Marie-Anne Lévêque: "La fusion des académies vise à mutualiser des moyens pas à baisser l'emploi. " Nuance... En tout cas, toutes les pistes pour faire des économies sont testées. Outre la mutualisation classique de moyens (notamment dans l'immobilier, la facturation...), le ministère externalise aussi des services. L'an dernier, la gestion du chômage des vacataires a été officiellement transférée à Pôle emploi. " C'est 200 postes", calcule la secrétaire générale... au doigt mouillée. Autre grand axe bien engagé: dématérialiser (inscription, cantine, bourse...). Les déboires du super logiciel de gestion des ressources humaines (RH), SIRHEN, n'ont pas servi de leçon. Lancé en 2007 avec l'ambition, pour 80 millions d'euros de gérer les RH de la totalité du million de fonctionnaires de l'Education nationale, le projet a totalement dérapé. Son budget atteignant aujourd'hui 320 millions d'euros, il a été arrêté en catimini cet été par Jean-Michel Blanquer. Pourtant, la logique de digitalisation "s'étendra jusqu'en 2021 aux diplômés et à la correction des copies dans le cadre de la réforme du baccalauréat", stipule CAP22. Le ministère développe depuis des années le projet digital Cyclades pour gérer examens et concours. Avec la fonction RH qui occupe encore aujourd'hui quelque 7 000 agents, en attendant le remplacement de SIRHEN, les troupes des " examens et concours " forment l'autre gros bataillon dans les rectorats (saisie,

mise sous pli, photocopies...). Là encore, pas de réduction officielle du nombre de postes, "l'enjeu est de faire monter ces personnels en qualification", assure la secrétaire générale. Ils sont 1 500. Les "machins" dans la ligne de mire. Reste un dernier régiment de l'administration du ministère encore largement exploré: d'aucuns les appellent les "machins". En termes officiels, ce sont les "opérateurs" de l'Éducation nationale qui emploient 3 360 fonctionnaires et dépensent 164 millions d'euros chaque année: CNED, ONISEP, CIEP ou réseau Canopé... Ce dernier, le plus lourd d'entre eux est sans doute le plus obscur: avec 1 500 agents et un budget annuel de 90 millions d'euros, cet opérateur est à la fois une maison d'édition pour professeurs-auteurs, un centre de documentation, et un réseau de librairies doté de 102 implantations! Loin des bases de la mission de l'enseignement scolaire... Il faut croire que Jean-Michel Blanquer a repéré le gisement. Pour 2019, une économie de 83 postes est prévue. Une mesure encore assez douce: 70 étaient de toute façon vacants! Mais l'opérateur dans la ligne de mire du ministre est sans doute l'Onisep. La grande réforme de l'orientation lancée par le ministre avec ses deux dimensions (une régionalisation de la compétence et une réintroduction des conseillers d'orientation à l'intérieur des établissements scolaires) pose la question des 500 fonctionnaires et 30 millions d'euros de budget de l'Onisep. D'autant que le métier a été largement investi par le secteur privé. Mais là encore, Jean-Michel Blanquer marche sur des œufs et se refuse à pointer du doigt. Les syndicats en sont toutefois convaincus: la vérité du dégraissage sera révélée dans le budget 2020. La mobilisation du mammouth ne fait que commencer.



<https://www.challenges.fr/assets/img/2018/11/12/cover-r4x3w1000-5beaf31ede5e-11-des-enseignants-en-greve-contre-des-coupes-de-postes.jpg>

JEAN-PAUL PELISSIER.

par Alice Mérieux

